



CONTRAT DE PRESTATIONS DE SERVICES

Numéro de référence : -/AFD/GEO/DRAC/LIB/2024-03

ENTRE

L'AGENCE FRANCAISE DE DEVELOPPEMENT (AFD)

Établissement public dont le siège est à PARIS XII - 5, rue Roland Barthes, immatriculé au RCS de Paris sous le numéro B 775 665 599, représenté par Marie Sennequier en sa qualité de directrice de l'agence de l'AFD du Gabon et de Sao Tome et Principe, agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés à cet effet,

ci-après dénommée l'« **AFD** » d'une part,

ET

NOM DU PRESTATAIRE

dont le siège est à _____, immatriculé(e) au RCS de _____ sous le numéro _____ représenté(e) par _____, habilité(e) aux fins des présentes par décision de _____ en date du _____,

Ci-après dénommé(e) le « **Prestataire** » d'autre part.

Ci-après dénommés individuellement ou collectivement la (ou les) « **Partie(s)** ».



IL EST PREALABLEMENT EXPOSE :

L'Agence Française de Développement est un Etablissement Public Industriel et Commercial relevant de la loi bancaire, en tant qu'Institution Financière Spécialisée.

Elle est chargée, dans le cadre du dispositif public d'aide au développement, de financer, par des prêts à long terme et/ou des subventions, le développement économique et social de près de 80 pays en voie de développement et des Collectivités d'Outre-mer.

Elle s'est dotée d'une charte éthique consultable sur son site www.afd.fr.

Dans le cadre du Projet d'appui au secteur de la santé (PASS2) l'AFD confie au Prestataire, qui l'accepte, la réalisation d'une évaluation intermédiaire du projet.

Le présent contrat (ci-après, le « Contrat ») a pour objet de préciser les conditions dans lesquelles le Prestataire sera amené à fournir ces prestations à l'AFD.

Par ailleurs, afin de promouvoir un développement durable, les Parties ont chacune admis la nécessité d'encourager le respect de normes environnementales et sociales reconnues par la communauté internationale parmi lesquelles figurent les conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) et les conventions internationales pour la protection de l'environnement.

CECI EXPOSE IL EST CONVENU CE QUI SUIIT :

Article 1. DEFINITIONS

Les termes et expressions dont la ou les premières lettres est (sont) en majuscule(s) auront pour les besoins du Contrat la signification suivante :

Actes de Corruption :

Désignent les infractions visées par les articles 432-11, 433-1, 445-1 et 445-2 du Code pénal ou toutes infractions équivalentes selon la législation d'un Etat membre de l'Union européenne ou tout autre Etat tiers.

Annexe :

Désigne toute annexe du Contrat. Les Annexes font partie intégrante du Contrat.

Entente :

Désigne les actions concertées, conventions, ententes expresses ou tacites ou coalitions, y compris par l'intermédiaire direct ou indirect d'une société du groupe implantée dans un quelconque pays au sens notamment de l'article 420-1 du code de commerce, lorsqu'elles ont pour objet ou peuvent avoir pour effet d'empêcher, de restreindre ou de fausser le jeu de la concurrence sur un marché, notamment lorsqu'elles tendent à :

- Limiter l'accès au marché ou le libre exercice de la concurrence par d'autres entreprises ;
- Faire obstacle à la fixation des prix par le libre jeu du marché en favorisant artificiellement leur hausse ou leur baisse ;
- Limiter ou contrôler la production, les débouchés, les investissements ou le progrès technique ;
- Répartir les marchés ou les sources d'approvisionnement.

Informations confidentielles :

Désigne :

- Toutes informations, données, documents de toute nature et quelle que soit leur forme ou leur support, y compris, sans que cela soit limitatif, tout écrit, note, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing,

logiciel ou contenu des données stockées sur une clé USB, spécifications, chiffre, graphique, communiqués par l'AFD au Prestataire dans le cadre du Contrat ;

- Le Contrat (y compris toute information obtenue à l'occasion de sa négociation et/ou de son exécution) et plus généralement toute information ou document que le Prestataire pourrait avoir obtenus, directement ou indirectement, par écrit ou par tout autre moyen, de l'AFD pour les besoins ou à l'occasion du Contrat, incluant sans limitation toutes informations techniques, commerciales, stratégiques ou financières, études, spécifications, logiciels, produits ;
- La Prestation (y compris les rapports, travaux, études réalisés au titre de la Prestation) et toute information y relative.

Personnel

Désigne le personnel du Prestataire affecté par ce dernier à la réalisation de la Prestation.

Prestation

Désigne l'ensemble des tâches, activités, services, livrables et prestations devant être réalisés par le Prestataire en vertu du Contrat.

Article 2. OBJET DU CONTRAT ET PIECES CONTRACTUELLES

2.1 OBJET DU CONTRAT

Le Contrat a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Prestataire s'engage à fournir à l'AFD, de manière indépendante, une évaluation du financement du programme d'investissements et de renforcement des capacités des ressources humaines dans le secteur de la santé (PASS2) au Gabon, la Prestation étant plus précisément décrite en annexe 1. La Prestation doit être effectuée et organisée dans le respect des stipulations figurant dans le Contrat et les Annexes.

2.2 PIECES CONSTITUTIVES DU CONTRAT

1. Le Contrat ;
2. Les termes de référence de la Prestation (Annexe 1) ;
3. La proposition commerciale développée par le Prestataire et retenue par les Parties (Annexe 2) ;

En cas de divergence entre les différents documents, prévaudront par ordre : le Contrat, les termes de référence, le document intitulé « Responsabilité Sociale et Environnementale » et la proposition commerciale.

Article 3. EXECUTION DE LA PRESTATION

3.1. MOYENS A METTRE EN ŒUVRE

Le Prestataire devra apporter, dans le cadre de l'exécution du Contrat, tout son savoir-faire et ses compétences pour la réalisation de la Prestation. Il apportera toute la logistique et le matériel nécessaires à la bonne exécution de la Prestation.

Le Prestataire devra exécuter la Prestation de manière professionnelle et conforme aux règles de l'art.

Le Prestataire affectera le Personnel adéquat pour effectuer les différentes missions nécessaires à la bonne réalisation de la Prestation. Les personnes composant le Personnel, y compris leurs tâches et responsabilités au regard de la Prestation, figurent en Annexe 3. Le Prestataire devra communiquer les curriculum vitae des membres du Personnel à l'AFD.

Le Personnel interviendra sous l'encadrement, la responsabilité juridique, hiérarchique et disciplinaire du Prestataire. Le Prestataire s'engage en conséquence à effectuer toutes les formalités applicables au regard de la réglementation en vigueur à la charge de l'employeur concernant notamment le droit du travail, la couverture sociale et les obligations fiscales. Le Personnel relèvera en toutes circonstances de la seule autorité du Prestataire et répondra de son activité exclusivement et directement auprès de ce dernier.

Le Prestataire s'engage à faire le nécessaire pour que le Personnel soit apte à accomplir sa mission tant en France que dans le pays du déroulement de la mission. Il devra notamment effectuer les formalités relatives à la situation administrative du Personnel, obtenir les visas et tout document nécessaire au regard de la réglementation locale. Le Prestataire s'engage également à (i) avoir pris toutes les dispositions nécessaires (assurances, mutuelles...) pour assister le Personnel en cas de difficultés survenant localement, telles que, à titre d'exemple, une évacuation pour raison sanitaire ou politique et à (ii) apporter toute assistance technique dont le Personnel pourrait avoir besoin dans le cadre de sa mission.

Le Prestataire pourra procéder au remplacement d'un ou plusieurs membre(s) du Personnel en cas de défaillance dudit (desdits) membre(s) à la condition que (i) les qualifications de la (ou des) personne(s) proposée(s) pour le remplacement soient équivalentes ou supérieures à celles de la (ou des) personne(s) à remplacer, (ii) que ce remplacement n'entraîne aucun retard pour l'AFD au regard du calendrier d'exécution de la Prestation, et (iii) d'avoir obtenu l'accord préalable et écrit de l'AFD sur la ou les personne(s) proposée(s). Le remplacement devra alors se faire immédiatement. Le Prestataire supportera la charge de tous les frais y associés.

3.2. LIEU D'EXECUTION DE LA PRESTATION

Le lieu d'exécution de la Prestation est le Gabon, la rédaction du rapport pourra être réalisé à distance.

3.3. CALENDRIER D'EXECUTION DE LA PRESTATION

Le Prestataire s'engage à remettre à l'AFD une note de cadrage (livrable 1) le : 30/04/2024. Cette note de 10 à 15 pages, hors annexes, doit démontrer la compréhension par le consultant de toutes les dimensions du projet et ses enjeux.

Le Prestataire s'engage à remettre à l'AFD un rapport provisoire (livrable 2) le : 15/06/2024. Ce rapport provisoire devra présenter l'ensemble de l'analyse et le lien logique entre les constats, conclusions et recommandations formulées sur le projet. Le rapport devra être composé d'un document principal ne devant pas excéder 15 pages qui sera publié sur le site Internet de l'AFD et d'un rapport d'annexe non publié.

Le Prestataire s'engage à remettre un rapport final (livrable 3) d'évaluation le : 30/07/2024. Le rapport définitif doit intégrer les observations de l'AFD et les résultats de l'atelier de co-construction des recommandations le cas échéant. Il doit contenir les conclusions et recommandations définitives de l'évaluation.

Chacun des livrables devra être remis en 4 exemplaires. Le Prestataire sera tenu de fournir ces rapports sur un support électronique à l'adresse suivante jaultl@afd.fr. La conformité du rapport sera appréciée au regard des termes de référence figurant en Annexe 1. L'AFD devra valider chaque rapport conforme. Seule la validation expresse et écrite de chaque rapport par l'AFD apportera la preuve de cette conformité.

Dans l'hypothèse d'un rapport non conforme, l'AFD adressera par tout moyen des observations/commentaires dans un délai de 10 jours à compter de la réception du rapport, qui devront être pris en compte par le Prestataire, lequel devra remettre un rapport modifié dans un délai de 10 jours à compter de l'envoi par l'AFD de ses observations.

Le Prestataire s'engage à réaliser la Prestation en respectant le calendrier ci-dessus. Le retard de livraison d'un rapport dû à la non validation par l'AFD de sa première version ne doit en aucun cas entraîner de retard au niveau du calendrier d'exécution de la Prestation.

Nonobstant ce qui précède, ce calendrier est susceptible d'être modifié exclusivement par l'AFD dans les cas suivant :

- Le travail ne peut commencer à la date prévue ou ne peut se dérouler de la façon convenue pour raison imputable à l'AFD ;
- Des modifications ou des compléments sont demandés par l'AFD ;
- Le Prestataire annule/reporte une mission nécessaire à la Prestation devant être effectuée dans une zone à risque, pour des raisons de sûreté.

3.4. PENALITES DE RETARD

Tout retard d'exécution qui n'aurait pas été expressément approuvé par l'AFD pourra donner lieu à des pénalités de retard à la charge du Prestataire d'un montant de deux cent (200) euros par jour de retard calendaire, 5 jours à compter de la réception de la mise en demeure notifiée par l'AFD au Prestataire par lettre recommandée avec A.R., non suivie d'effet. Le montant des pénalités de retard sera déduit par l'AFD du montant du solde à verser, et le surplus, s'il en existe, devra être reversé par le Prestataire à l'AFD à première demande de cette dernière.

Le règlement de ces pénalités ne fera pas obstacle à la résiliation de plein droit, et sans indemnité, du Contrat aux torts du Prestataire.

3.5. SUIVI DE REALISATION DE LA PRESTATION

Louis JAULT est le correspondant du Prestataire. L'AFD lui transmettra ses observations/ recommandations /décisions et/ou répondra à ses demandes. Il est joignable à l'adresse suivante jaultl@afd.fr

Le Prestataire s'engage à tenir compte de toute recommandation et à apporter les modifications demandées, dans le respect du Contrat et de ses Annexes.

Article 4. REMUNERATION DU PRESTATAIRE

4.1. REMUNERATION FORFAITAIRE

En rémunération de la bonne exécution de la Prestation au titre du Contrat, l'AFD versera au Prestataire une somme forfaitaire globale s'élevant à un total de 50 000 € TTC

La rémunération du Prestataire sera ventilée de la façon suivante :

- 30% - Note de cadrage
- 40% - Rapport provisoire
- 30% - Rapport final

Ce prix est ferme et non révisable pendant toute la durée du Contrat. Ce prix est réputé complet ; il comprend notamment toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la Prestation. Ce forfait couvrira l'ensemble de la Prestation décrite à l'Annexe 1, y compris tous les honoraires, frais, charges et dépenses diverses liés à la Prestation.

4.2. MODALITES DE PAIEMENT

Les paiements se feront par virements bancaires sur le compte du Prestataire dont les coordonnées sont les suivantes :

- Nom du teneur du compte :
- Banque :
- Agence de :
- Adresse :
- Numéro de compte (avec clé d'identification) :

Les paiements seront effectués sur présentation d'une facture accompagnée des pièces suivantes : les trois livrables du marché et selon l'échéancier indiqué ci-dessus. Les factures seront établies en un exemplaires et en français.

Les factures devront être adressées à jaulti@afd.fr . Les paiements seront effectués dans un délai de 45 jours fin de mois après la réception de la facture et des documents indiqués ci-dessus sous réserve de la validation du rapport objet de la facture.

Article 5. PROPRIETE INTELLECTUELLE

5.1. CESSION DES DROITS D'AUTEUR

Le Prestataire cède à titre exclusif à l'AFD les droits sur la Prestation, ainsi que tout élément qui en est constitutif de façon partielle ou intégrale. Il cède irrévocablement à l'AFD, à titre exclusif pour le monde entier et pour la durée légale des droits d'auteurs, les droits d'exploitation, de représentation et de reproduction et d'adaptation à des fins commerciales et/ou non commerciales qu'il détient ou détiendra sur les rapports, travaux, études et documents réalisés au titre de la Prestation (ci-après la « Cession »).

Plus précisément, la Cession comprend les droits :

1. d'utiliser, reproduire, conserver, distribuer, communiquer, exécuter, traduire, exploiter, diffuser, représenter la Prestation ;
2. à des fins promotionnelles, commerciales ou non commerciales, publiques ou privées et notamment mais sans que cette liste soit exhaustive à l'occasion d'expositions, d'opérations d'information ou de relations publiques ;
3. de façon partielle ou intégrale sur tout support, actuel ou futur, et notamment support papier, optique, numérique, magnétique ou tout autre support informatique, électronique ou de télécommunication.

La Cession est réalisée au fur et à mesure de la réalisation des rapports, travaux, études et documents réalisés par le Prestataire au titre de la Prestation.

Le Prestataire reconnaît également à l'AFD le droit de transférer à tout tiers son droit d'utilisation des rapports, travaux, études et documents réalisés par le Prestataire dans le cadre du Contrat.

5.2. GARANTIES DE LA CESSION

Pendant toute la durée de la Cession, le Prestataire (i) s'engage à ne pas diffuser la Prestation sous quelque support que ce soit sans l'accord de l'AFD et (ii) garantit la jouissance paisible de la propriété des droits ainsi cédés à l'AFD contre tous troubles, revendications et évictions de quelque nature que ce soit. Il garantit en particulier avoir régulièrement acquis l'intégralité des droits, notamment de propriété intellectuelle, nécessaires à la Cession.

En conséquence, le Prestataire garantit l'AFD contre toute action, réclamation, revendication ou opposition de la part de toute personne invoquant un droit de propriété notamment intellectuelle ou un acte de concurrence et/ou parasitaire auquel la Cession porterait atteinte.

Le Prestataire garantit que la Prestation ne contient rien qui puisse constituer une violation des lois et règlements en vigueur, en particulier relativement à la diffamation et à l'injure, à la vie privée et au droit à l'image, à l'atteinte aux bonnes mœurs, à la contrefaçon ou au plagiat.

5.3. REMUNERATION DE LA CESSION

Le prix de la Cession est inclus de façon forfaitaire et définitive dans la rémunération décrite à l'article 4 du Contrat. Le Prestataire reconnaît qu'il en a connaissance et ne pourra réclamer aucune somme complémentaire au titre de la Cession.

Article 6. DECLARATION ET OBLIGATION DU PRESTATAIRE

6.1 ENGAGEMENTS DU PRESTATAIRE AU TITRE D'UNE PRESTATION DE SERVICE ESSENTIELLE EXTERNALISEE

L'Agence Française de Développement (« **AFD** ») est assujettie à la réglementation relative à l'externalisation des prestations de services ou autres tâches opérationnelles essentielles ou importantes résultant en particulier de l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne des entreprises du secteur de la banque, des services de paiement et des services d'investissement soumises au contrôle de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (« **ACPR** ») et des orientations de l'Autorité bancaire européenne (« **ABE** ») relatives à l'externalisation du 25 février 2019 (EBA/GL/2019/02) auxquelles l'ACPR a déclaré pleinement se conformer¹. A ce titre, et s'agissant des prestations de service ou autres tâches et fonctions que l'AFD confie au Prestataire et qu'elle qualifie préalablement d'essentielles, critique ou importante (« **Prestation(s)** »), les Parties conviennent du régime ci-après exposé. Le Prestataire s'engage à respecter les obligations qui résultent pour lui de ce régime. Le Prestataire exécutera avec diligence et conformément à la réglementation applicable et au régime ci-après exposé les Prestations qui lui sont confiées par l'AFD :

a) Niveau de qualité attendu de la Prestation

Le Prestataire s'engage sur le niveau de qualité de service convenu avec l'AFD² et répondant à un fonctionnement normal du service.

A ce titre, le Prestataire s'engage à respecter les indicateurs de qualité tels que définis avec l'Agence Française de Développement en fonction de la nature de la Prestation et figurant en Annexe des présentes.

En cas d'incident (notamment en cas de dégradation du niveau de service convenu), le Prestataire s'engage à recourir aux mécanismes de secours mentionnés à l'alinéa b) *Continuité de l'activité de prestation* ci-après.

L'Agence Française de Développement pourra contrôler - à tout moment sur la durée totale de la Prestation - l'atteinte effective du niveau de qualité attendu.

Le Prestataire s'engage à communiquer à l'AFD tout évènement susceptible d'avoir une incidence significative sur sa capacité à exécuter efficacement la Prestation selon les niveaux de service convenus et conformément aux lois et aux exigences réglementaires applicables.

b) Continuité de l'activité de la Prestation

Le Prestataire s'engage à mettre en œuvre des mécanismes de secours en cas de difficulté grave affectant la continuité du service.

La description détaillée de ces mécanismes de secours est annexée le cas échéant au présent Contrat et porte notamment sur les éléments suivants :

- Le plan d'urgence de continuité de l'activité de prestation qui devra couvrir les 5 cas suivants :
 - Perte/indisponibilité des locaux du Prestataire
 - Perte/indisponibilité du système d'information (« **SI** ») du Prestataire
 - Indisponibilité des personnels du Prestataire

¹ ACPR, 15 juillet 2019, Notice de conformité aux orientations de l'Autorité bancaire européenne (ABE) relatives à l'externalisation (EBA-GL-2019-02).

² Le niveau de service attendu par l'Agence Française de Développement est annexé au Contrat.

-
- Scénarios de chocs extrêmes
 - Scénarios de sinistres simultanés affectant l'AFD et le Prestataire ;
 - Le suivi de la prestation de secours au quotidien ;
 - L'organisation de la crise ;
 - Les besoins de continuité et de niveaux de services du secours ;
 - Les contrôles et test.

Les Parties conviennent que la force majeure s'entend de tout acte ou événement imprévisible, irrésistible et extérieur aux Parties ayant pour effet d'empêcher l'exécution de la Prestation.

Elles reconnaissent que sont exclus de la force majeure, les cas suivants :

- Grève du personnel du Prestataire, de ses délégataires ou fournisseurs ;
- Occupation des locaux du Prestataire, de ses délégataires ou fournisseurs ;
- Panne d'électricité ;
- Contingences techniques, administratives ou autres, intéressant les réseaux de transmission ;
- Défaillance du transporteur de données ;
- Attaque du site informatique du Prestataire par piratage informatique.

c) Procédures de contrôle de la Prestation

Le Prestataire s'engage à se conformer aux procédures définies par l'Agence Française de Développement concernant l'organisation et la mise en œuvre du contrôle des services qu'il fournit.

Contrôle de la performance de la Prestation

Le Prestataire s'engage à communiquer à l'Agence Française de Développement des tableaux de bord et des indicateurs de suivi de la Prestation (production, performance, taux d'anomalie etc.) selon le format et la fréquence prévus avec l'Agence. Le Prestataire s'engage à mettre en place un *reporting* des anomalies ainsi que des plans d'actions pour les anomalies récurrentes et/ou significatives. Le Prestataire s'engage à tenir les comités de suivi de la Prestation définis avec l'Agence Française de Développement (comités de projet, comités de pilotage, etc.). Ces instances de suivi devront permettre à l'Agence Française de Développement notamment d'apprécier l'organisation et la disponibilité des ressources humaines, immobilières, techniques et financières du Prestataire au regard des risques liés à la continuité de la Prestation.

Contrôle du Prestataire

Le Prestataire s'engage à informer sans délai l'Agence Française de Développement de toute modification de sa situation financière, économique et/ou juridique.

A la date de la signature du contrat et au moins un mois avant chaque échéance annuelle, ainsi que sur demande de l'Agence Française de Développement tout au long du contrat, le Prestataire s'engage à fournir à titre gratuit (pour autant que la loi ou la Convention avec l'AFD lui fait obligation d'en disposer), les documents suivants :

- Les attestations d'assurance multi-risques et de responsabilité civile ou toute autre assurance nécessaire à la réalisation de la Prestation ;
- Ses certifications et agréments obligatoires pour la Prestation réalisée ;
- Le dernier K-Bis de l'année en cours ;

- Concernant le dispositif de sécurité SI : sa politique de sécurité et de confidentialité des données, sa charte informatique, ses certifications valides en matière de sécurité et d'hébergement ;
- Concernant le dispositif de contrôle interne (à adapter par le rédacteur) : sa cartographie des risques, son plan de contrôles, les résultats des contrôles, son plan d'audit ;
- Concernant le dispositif de plan de continuité d'activité : son plan de continuité d'activité, calendrier des tests et comptes-rendus des tests.

d) Modification substantielle de la Prestation et sous-traitance

Le Prestataire s'engage à informer l'Agence Française de Développement de tout événement susceptible d'avoir un impact sensible sur sa capacité à exercer les tâches externalisées de manière efficace et conforme à la législation en vigueur et aux exigences réglementaires.

e) Protection des informations confidentielles

Le Prestataire s'engage à assurer la protection des informations confidentielles ayant trait à l'Agence Française de Développement, à ses clients ou à des tiers à l'AFD. Il s'engage à tout mettre en œuvre, notamment les mesures techniques et organisationnelles appropriées, pour empêcher que ces informations ne soient déformées, endommagées ou que des tiers non autorisés y aient accès.

f) En cas d'incident de crise bancaire affectant l'AFD

Le Prestataire prend acte et s'engage à ne pas faire obstacle à un éventuel exercice par l'ACPR de ses pouvoirs en matière de prévention ou de gestion des crises bancaires. En particulier, il est rappelé que l'ACPR dispose du pouvoir de suspendre temporairement toute obligation de paiement, ainsi que les éventuels droits de résiliation du Prestataire pour autant que l'obligation essentielle (au sens de l'art. 68 de la directive 2014/59/UE) de paiement de l'AFD continue d'être assurée.

6.2. DECLARATION DU PRESTATAIRE

Les autorisations nécessaires au titre du Contrat et les assurances relatives à la Prestation seront à la charge du Prestataire. Le Prestataire déclare qu'il souscrira et maintiendra, et fera en sorte que son Personnel dispose d'une assurance couvrant l'ensemble des risques liés à l'exécution de la Prestation, notamment en cas de déplacement du Personnel à l'étranger. Le Prestataire fournira à l'AFD, sur demande de cette dernière, la ou les attestations d'assurance correspondantes.

Le Prestataire déclare :

- Qu'il a obtenu des autorités compétentes toutes les autorisations nécessaires pour exercer son activité dans son pays d'origine ou le pays où la prestation doit être réalisée ;
- Qu'il a toutes les autorisations nécessaires à la validité du Contrat et à l'exécution des obligations en découlant ;
- Que le Personnel est employé par lui conformément à la réglementation du travail qui lui est applicable.

Le Prestataire déclare disposer de procédures suffisantes en matière de sûreté et de gestion des risques applicables aux activités mises en œuvre dans le cadre du Projet.

6.3. OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE

Conformément aux articles L 8222-1 et D 8222-5 du Code du travail le Prestataire doit fournir à la signature du Contrat, puis tous les six (6) mois, et ce jusqu'à la fin de l'exécution du Contrat les documents suivants :

- Une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations sociales incombant au Prestataire et datant de moins de six (6) mois ; cette

attestation devra porter la mention du paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale qui devra faire apparaître l'identification de l'entreprise, le nombre de salariés employés et l'assiette de rémunération déclarée sur le dernier récapitulatif des cotisations de sécurité sociale adressées à l'organisme de recouvrement ;

- Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés **ou** une copie de la carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers **ou** un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalité des entreprises;
- Une attestation sur l'honneur établie par le Prestataire certifiant de la fourniture à ses salariés de bulletins de paie conformément à la réglementation française.

En application de l'article L 8222-6 du Code du travail, l'AFD se réserve la possibilité d'infliger une pénalité au Prestataire qui ne s'acquitterait pas des formalités mentionnées aux articles L 8221-3 à L 8221-5 du Code du travail relatives au travail dissimulé par dissimulation d'activité et dissimulation d'emploi salarié.

Dans ce cas, le montant des pénalités applicables :

- Est au plus égal à 10% du montant du contrat ;
- Et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L 8224-1, L 8224-2 et L 8224-5 du Code du travail.

Si l'AFD est informée par écrit que le Prestataire ou un subdélégué est en irrégularité au regard des formalités exigées, elle mettra en demeure celui-ci par lettre recommandée avec AR de faire cesser cette situation sans délai.

Le Prestataire mis en demeure doit apporter la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle. A défaut de régularisation, l'AFD pourra soit appliquer les pénalités contractuelles soit rompre le Contrat sans indemnité, aux frais et risques du Prestataire. **TOUT L'ARTICLE EST FACULTATIF SI LE CODE DE TRAVAIL LOCAL NE L'IMPOSE PAS**

6.4. OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE

Le Prestataire, agissant tant pour lui-même que pour le compte du Personnel dont il se porte garant, s'engage, pendant la durée du Contrat et pendant une période de cinq (5) années suivant le terme du Contrat, à ce que les Informations Confidentielles :

- Soient protégées et gardées strictement confidentielles, et soient traitées avec le même degré de précaution et de protection qu'il accorde à ses propres informations confidentielles de même importance ;
- Ne soient transmises de manière interne qu'au Personnel ;
- Ne soient pas utilisées dans un autre but que celui défini par le Contrat.

Nonobstant le paragraphe ci-dessus, les informations relevant du secret professionnel et du secret bancaire doivent être gardées confidentielles jusqu'à ce que le secret y relatif soit levé.

Le Prestataire s'engage par conséquent à ne pas divulguer, directement ou indirectement, en partie ou en totalité, les Informations Confidentielles sans accord exprès, préalable et écrit de l'AFD, à tenir confidentiel tout renseignement ou tout document obtenu dans le cadre du Contrat et à ne pas faire de communication à des tiers sur les missions qui lui sont confiées sans autorisation préalable, expresse et écrite de l'AFD.

En fin de Contrat le Prestataire s'engage à [procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies] ou [restituer intégralement les documents fournis].

6.5. POUVOIRS DU PRESTATAIRE

Le Prestataire ne dispose d'aucun pouvoir pour agir au nom et pour le compte de l'AFD ou pour engager cette dernière, sauf mandat exprès et spécial qui lui serait accordé par l'AFD au cas par cas. L'AFD reste seule juge

des éventuelles décisions à prendre sur les propositions qui lui seront soumises par le Prestataire à l'issue de la Prestation.

6.6. CLAUSE D'INTEGRITE

Le Prestataire déclare et s'engage à :

- N'avoir commis aucun acte susceptible d'influencer le processus de mise en concurrence et notamment qu'aucune Entente n'est intervenue et n'interviendra ;
- Ce que la négociation, la passation et l'exécution du Contrat n'ont pas donné, ne donnent pas et ne donneront pas lieu à un Acte de Corruption ;
- Le Prestataire déclare n'avoir fait l'objet ni aucun de ses dirigeants, d'aucune condamnation pénale dans un délai antérieur de cinq ans à la signature du Contrat pour des Actes de Corruption et s'engage à en informer l'AFD si de telles décisions judiciaires devaient être prises contre lui ou ses dirigeants
- Le Prestataire s'engage à informer l'AFD dans les meilleurs délais après avoir eu connaissance, d'une fusion-acquisition ou en cas de changement de Dirigeant ou de Bénéficiaire effectif (Bénéficiaire Effectif désigne : la ou les personnes physiques qui détiennent, directement ou indirectement, plus de 25% du capital ou des droits de vote de la société ; soit, la ou les personnes physiques qui exercent, par d'autres moyens, un pouvoir de contrôle sur les organes de gestion, d'administration ou de direction de la société ou sur l'assemblée générale de ses associés ou actionnaires ; soit, la ou les personnes physiques qui occupent directement ou indirectement (par l'intermédiaire d'une ou plusieurs personnes morales) la position de représentant légal de la société)

6.7 DEVELOPPEMENT DURABLE

L'AFD attache une grande importance au respect des dispositions en faveur du développement durable, dans ses aspects tant sociaux qu'environnementaux.

6.8 DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Dans le cadre de la Prestation, le Prestataire sera éventuellement amené à traiter, au nom et pour le compte de l'AFD, des informations relatives à des personnes physiques identifiées ou identifiables, (ci-après « les Données »), considérées comme des données à caractère personnel, au sens de la Politique de protection des données personnelles du groupe AFD (ci-après « la Politique »). Dès lors, le Prestataire agirait en qualité de « sous-traitant » de l'AFD, au sens de la Politique.

Aussi, le cas échéant, conformément à la Politique, le Prestataire s'engage à :

- ne pas utiliser les Données à des fins autres que celles nécessaires à la mise en œuvre de la Prestation et à ne faire aucune copie des Données autrement que dans le strict cadre de l'exécution du Contrat,
- respecter le principe de pertinence et de proportionnalité des données personnelles traitées et, par conséquent, à ne collecter/traiter que les Données strictement nécessaires à la fourniture des Prestations. En tout état de cause, le Prestataire s'engage à n'agir que sur instructions écrites et préalables de l'AFD laquelle pourra, spontanément ou à la demande du Prestataire, préciser par écrit les catégories de données personnelles susceptibles de faire l'objet d'un traitement pour l'exécution de la Prestation.

Sous-traitance

Le Prestataire s'engage à ne pas sous-traiter auprès de sociétés tierces tout ou partie des Prestations impliquant la participation à la mise en œuvre du traitement des Données, sauf à ce qu'il ait obtenu l'accord préalable et écrit de l'AFD. Si l'AFD accepte la sous-traitance proposée, le Prestataire s'engage à conclure avec son sous-traitant identifié un contrat comportant les mêmes obligations quant à la protection des Données que celles convenues présentement.



Le Prestataire justifiera, à première demande de l'AFD, des engagements contractuels de tout tiers prestataire participant au traitement des Données, si nécessaire en communiquant les documents contractuels s'y rapportant.

Sécurité, confidentialité et audit

Le Prestataire s'engage à traiter les Données avec la plus stricte confidentialité. Le Prestataire gère, dans le cadre de ses responsabilités, l'organisation interne de son entreprise et définit les mesures logiques, physiques et organisationnelles à même de répondre aux instructions spécifiques de l'AFD et, plus largement, aux exigences de protection des Données contre tout accès non autorisé, détournement, usage frauduleux ou perte. Le Prestataire devra indiquer immédiatement à l'AFD si les mesures mises en œuvre ne répondent pas ou plus à ces exigences.

Le Prestataire devra signaler immédiatement à l'AFD toutes mesures de contrôle ou demande d'accès effectuées par des tiers autorisés. Sont considérés comme des tiers autorisés au sens de la présente clause tout organisme qui peut accéder, en application d'une loi ou d'un règlement, à certaines données (autorités publiques ou auxiliaires de justice).

Les présentes obligations de confidentialité et de sécurité des Données restent valables après le terme du Contrat dès lors que le Prestataire continuerait à stocker les Données ou d'y accéder. Ces obligations ne prendront fin qu'au jour où le Prestataire cessera d'accéder et/ou de stocker les Données.

En application de la Politique, l'AFD doit veiller au respect des mesures de sécurité et de confidentialité mises en œuvre par le Prestataire. L'AFD est par conséquent autorisée, directement ou par le biais de toute personne qu'elle aura mandatée à cet effet, à :

- solliciter toute information utile auprès du Prestataire justifiant de la mise en place des mesures de sécurité et de confidentialité (contrôles sur pièces),
- contrôler sur le lieu d'activité du Prestataire ou de son sous-traitant l'effectivité de la mise en place de ces mesures (contrôles sur place).

L'AFD pourra diligenter une fois par an une mission de contrôle sur place, dans les locaux du Prestataire, aux heures habituelles de bureau, sans perturber le fonctionnement de l'entreprise du Prestataire. Outre cette mission de contrôle annuelle, l'AFD pourra diligenter toute mission de contrôle ad hoc en cas de faille de sécurité chez le Prestataire affectant la confidentialité, l'intégrité ou la sécurité des Données, intervenue de manière volontaire ou accidentelle, notamment toute atteinte, perte, vol, accès non autorisé, divulgation, destruction, altération des Données (ci-après « Violation des Données »).

L'AFD doit respecter les processus opérationnels du Prestataire et prévenir 72 heures avant toute visite en précisant le périmètre du contrôle, sauf contrôle ad hoc consécutif à une Violation des Données.

Le Prestataire s'engage à faire ses meilleurs efforts pour assister la personne mandatée par l'AFD lors des contrôles et à lui permettre l'accès aux locaux ainsi qu'aux équipements pertinents. Le Prestataire s'engage à fournir sur demande de l'AFD les informations requises aux fins de permettre un contrôle, sur pièces ou sur place, par l'AFD sur les conditions de mise en œuvre du traitement des Données et lui remettre toute documentation s'y rapportant.

Notification des violations de données par le Prestataire

Le Prestataire s'engage à informer l'AFD sans délai, dès qu'il en a connaissance, de la survenance de toute Violation des Données. Le Prestataire s'engage le cas échéant à apporter, concomitamment à cette information, tous éléments nécessaires à l'AFD (ou toute personne expressément désignée par celle-ci) pour évaluer les risques et impacts de la Violation des Données et lui permettre de prendre toutes décisions utiles.

En accord avec l'AFD, le Prestataire devra mettre en œuvre sans tarder toutes les mesures appropriées pour prévenir toute nouvelle Violation des Données.

La notification des Violations des Données à l'AFD par le Prestataire et leur gestion font partie intégrante des Prestations et ne donnera pas lieu à facturation complémentaire.

Dans l'hypothèse où la réglementation applicable imposerait à l'AFD une obligation de notification auprès d'autorités de contrôle compétentes, le Prestataire lui apportera toute assistance afin de lui permettre d'effectuer dans le délai applicable ladite notification.

Dans l'hypothèse où une information des personnes concernées s'avèrerait nécessaire, cette communication s'effectuera selon un calendrier et un contenu déterminé par l'AFD (le cas échéant en concertation avec l'autorité de contrôle compétente).

Pouvoir d'instruction de l'AFD

L'AFD dispose de droits étendus pour donner toutes directives, notamment en ce qui concerne la nature, l'importance et les modalités de traitement des Données. Les directives données par l'AFD doivent revêtir la forme écrite et ne peuvent donner lieu à une demande de rémunération complémentaire par le Prestataire.

Dans le cadre de son obligation de conseil, le Prestataire devra informer l'AFD sans délai s'il estime qu'une directive est contraire à la réglementation française et européenne afférente à la protection des données à caractère personnel.

A la fin de sa mission, le Prestataire devra, au choix de l'AFD, soit remettre à l'AFD les Données en sa possession soit les effacer immédiatement et intégralement, sous réserve de l'application de dispositions légales faisant obstacle à la suppression intégrale des Données. Il en est de même pour les copies aux fins de sauvegardes automatiques.

La suppression sera, le cas échéant, consignée dans un procès-verbal avec indication de la date. Une copie de ce procès-verbal sera transmise au à l'AFD.

Droits des personnes concernées

Toute demande d'information auprès du Prestataire émise par une personne concernée par le traitement des Données, sera immédiatement transmise au Délégué à la Protection des données du groupe AFD ou toute autre personne expressément désignée par l'AFD. Il en est de même pour toute demande d'accès, de rectification ou d'opposition. Le Prestataire devra apporter à l'AFD toute assistance utile pour lui permettre de faire droit, dans les délais légaux éventuellement applicables, à ces demandes.

Formalités

Le Prestataire devra collaborer avec l'AFD et lui fournir toutes informations nécessaires pour que celle-ci puisse analyser et documenter les modalités de mise en œuvre du traitement des Données et, le cas échéant, procéder à toute notification ou autres formalités utiles auprès de l'autorité de contrôle compétente, dans la mesure où la réglementation applicable en matière de protection des données personnelles l'exigerait.

Preuve de la conformité du traitement

Le Prestataire s'engage à conserver et à tenir à disposition de l'AFD toute documentation utile justifiant que le traitement des Données mis en œuvre par le Prestataire pour le compte de l'AFD a été mis en œuvre conformément aux engagements pris dans le cadre du Contrat ainsi qu'aux éventuelles instructions spécifiques de l'AFD.

Le Prestataire s'engage à conserver ladite documentation, au-delà de la fin du Contrat, jusqu'au terme du délai de prescription applicable pendant lequel la responsabilité de l'AFD est susceptible d'être engagée, en

application de la réglementation applicable, en raison des conditions et modalités de mise en œuvre du traitement des Données par le Prestataire. Le Prestataire pourra néanmoins se libérer par anticipation de cette obligation en remettant à l'AFD dès la fin du Contrat ladite documentation.

Résolution des conflits entre la Politique et la réglementation applicable au contrat

Si le Prestataire identifie que la réglementation applicable au contrat emporte un niveau de protection des données personnelles supérieur à celui résultant de la présente clause, il en informera immédiatement l'AFD.

De même, si le Prestataire a connaissance de réglementations applicables susceptibles d'affecter de façon substantielle les garanties offertes en vertu de la présente clause, ou s'il apprend l'existence de telles réglementations, il en informe immédiatement l'AFD.

Gestion des fournisseurs de l'AFD

Dans le cadre de la gestion administrative de ses fournisseurs, l'AFD met en œuvre un traitement de données à caractère personnel susceptible de concerner le personnel du Prestataire, lequel dispose dès lors, en application de la Politique, d'un droit d'accès, de rectification et d'opposition. Ils disposent par ailleurs, dans les conditions prévues par la Politique, d'un droit à la limitation du traitement de leurs données et d'un droit à la portabilité desdites données. Pour exercer ces droits ou pour toute question sur le traitement des données les concernant, les personnes concernées peuvent contacter le Délégué à la protection des données (DPO) du groupe AFD, par voie électronique : informatique.libertes@afd.fr.

Article 7. OBLIGATION DE L'AFD

Pour permettre au Prestataire de mener à bien son travail, l'AFD veillera à :

- Mettre à la disposition du Prestataire tous les éléments qu'elle détient et nécessaires à la connaissance du problème en vue de la réalisation de la Prestation ;
- Faciliter la prise de contact du Prestataire avec les personnes de l'AFD concernées par la Prestation.

Article 8. ENTREE EN VIGUEUR – TERME DU CONTRAT

Le Contrat entrera en vigueur à compter de sa signature par les Parties. La Prestation débutera à compter de du 15 avril 2024 et prendra fin le 31.12.2024

Le Contrat pourra également prendre fin du fait de la résiliation de ce dernier par l'une des Parties dans les cas et suivant les modalités prévues à l'article 9 du Contrat.

Les stipulations de l'article 5 (propriété intellectuelle), de l'article 6.3 (confidentialité), et de l'article 12 (loi applicable – Juridiction) continueront à s'appliquer après l'expiration du Contrat.

Article 9. AUDIT

L'AFD se réserve pour elle-même, ou pour l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) ou toute autre autorité étrangère équivalente au sens des articles L. 632-7, L. 632-12 et L. 632-13 du code monétaire et financier pour les Prestations devant s'exécuter à l'étranger ou dans le cadre de la coopération de l'ACPR avec ces autorités étrangères) ou encore pour toute autre autorité de régulation ou de contrôle, toute autorité de protection des données ou toute autorité d'archives publiques ainsi que pour les personnes désignées par elles le droit de procéder à tout audit du Fournisseur. Cet audit pourrait :

- Viser à vérifier le respect, par lui, de ses obligations contractuelles, des conditions d'exécution des prestations et/ou de la performance du titulaire, ainsi que des exigences réglementaires applicables ;

- Porter sur les données à caractère personnel dont les modalités sont précisées à l'article Données à caractère personnel du présent marché ;
- Permettre l'exercice des pouvoirs de surveillance et de résolution de l'ACPR, tels que prévus à l'article 63, paragraphe 1, point a), de la Directive 2014/59/UE et à l'article 65, paragraphe 3, de la Directive 2013/36/UE.

L'AFD se réserve pour elle-même et pour l'ACPR, ainsi que pour toute personne éventuellement désignée par celles-ci, le droit inconditionnel d'inspecter et d'auditer la manière dont le prestataire s'acquitte des exigences contractuelles et réglementaires applicables. Dans ce cadre, l'AFD, l'ACPR et les tiers mandatés par elles auront un accès complet à tous les locaux professionnels pertinents (sièges sociaux, centres opérationnels etc.), à l'ensemble des appareils, systèmes, réseaux, informations et données pertinents utilisés pour assurer la prestation, notamment aux informations financières connexes, ainsi qu'aux membres du personnel et aux auditeurs externes du prestataire de services auxquels des explications écrites ou orales pourront être demandées et ce, à titre gracieux. Aussi, l'AFD se réserve le droit d'effectuer des audits dits individuels et d'effectuer des tests d'intrusion chez le prestataire afin d'évaluer l'efficacité des mesures et des processus mis en œuvre en matière de cyber-sécurité et de sécurité des TIC internes.

En cas de sous-traitance, dûment autorisée par l'AFD, le prestataire veille à ce que le sous-traitant accorde à l'AFD et à l'ACPR les mêmes droits contractuels d'accès et d'audit que ceux accordés par le prestataire.

Cet audit pourra être réalisé à tout moment au choix de l'AFD y compris une fois le contrat terminé, dans la limite d'une durée cinq (5) ans.

Le Titulaire est avisé par l'AFD, l'ACPR ou les tiers agissant en leur nom du contrôle par écrit un mois avant le déclenchement de l'audit, à moins que cela ne soit impossible en raison d'une situation d'urgence ou de crise ou ne conduise à une situation dans laquelle l'audit ne serait plus efficace. A ce titre, l'AFD peut désigner un expert indépendant, non concurrent du Titulaire, et qui doit signer un engagement de confidentialité.

Le Titulaire s'engage à collaborer avec l'AFD ou son représentant ainsi qu'avec l'ACPR et à leur faciliter leur audit en leur procurant toutes les informations nécessaires et en répondant à l'ensemble de leurs demandes afférentes à cet audit, dans les limites autorisées du contrôle listées en début du présent article. Dans le cas où leurs demandes excèderaient ces limites contractuelles de l'audit autorisé, le Titulaire alertera l'AFD. Les deux parties rechercheront le meilleur moyen de parvenir au contrôle ci-dessus dans les limites contractuelles autorisées.

Pendant toute la durée du Contrat et pendant la durée de la prescription fiscale après sa cessation, le Titulaire s'engage à tenir à la disposition de l'AFD et de ses contrôleurs mandatés, tous documents comptables et autres pièces se rapportant aux prestations objets du contrat.

Le Titulaire s'engage à maintenir des archives complètes et précises sur les factures et toute la documentation associée liée à l'établissement de ces factures.

Ces archives comprennent notamment (liste non limitative) :

- Les documents physiques (papier, CD...),
- Les documents électroniques (e-mails et informations stockées dans les bases de données électroniques).

Dans l'hypothèse où le Client exigerait la production de documents en la possession exclusive et démontrée du Fournisseur, les audits seront alors conduits dans les locaux du Fournisseur et devront se conformer aux heures d'ouverture, aux usages et aux règles de sécurité en vigueur dans les locaux en question. Le Client pourra accéder aux locaux du Fournisseur après avoir notifié sa demande par écrit et en respectant un préavis de 72 heures.

Le coût de cet audit est supporté par l'AFD sauf dans l'hypothèse où cet audit révèle un manquement du Titulaire.

Article 10. REVERSIBILITE

À tout moment en cours d'exécution du présent contrat, à la demande du Client, ainsi qu'en cas d'expiration ou de résiliation de tout ou partie du contrat pour quelque motif que ce soit, le Titulaire s'engage à assurer une réversibilité et à tout mettre en œuvre sur les plans juridique et humain pour permettre à l'AFD, à la date de cessation du Contrat, de reprendre ou faire reprendre par un tiers la prestation objet du présent Contrat, de la façon la plus coordonnée possible et dans les conditions les plus économiques qui soient pour l'AFD, et permettant notamment la continuité de la prestation, objet du contrat, avec un minimum d'interruptions. A cette fin aussi, après la résiliation du Contrat et pendant une période de transition de 3 mois, le Titulaire continuera d'assurer la prestation avant que celle-ci ne soit intégralement et effectivement reprise par l'AFD ou par un nouveau prestataire désigné par celle-ci.

Lors de la cessation du Contrat, quelle qu'en soit la cause, le Titulaire tient à la disposition de l'AFD tout document qui peut lui être nécessaire dans le cadre de la reprise de la prestation, que ce soit pour l'assurer elle-même ou la confier à un tiers.

A la demande de l'AFD, le Titulaire s'engage, sur une période maximale de deux (2) mois à compter de la fin du Contrat, à répondre à toute demande d'assistance, même ponctuelle, formulée par l'AFD ou par le Titulaire désigné par celui-ci pour reprendre la prestation objet du présent Contrat.

Les Parties conviennent des dispositions suivantes en ce qui concerne les prestations d'assistance à la réversibilité fournies par le Titulaire :

- si la réversibilité découle d'une résiliation ou d'une cessation du Contrat, suite à une faute ou à une défaillance du Titulaire, ou si elle découle d'une non reconduction à l'une quelconque des échéances du Contrat du fait du Titulaire, les prestations d'assistance à la réversibilité effectuées par le Titulaire ne sont pas facturées à l'AFD,
- si la réversibilité découle de la survenance d'un cas de force majeure ou d'une cessation du Contrat dans le cadre de torts partagés, les coûts de l'assistance à la Réversibilité sont partagés par moitié,
- si la réversibilité découle de toute autre cause d'interruption du présent Contrat, les prestations d'assistance à la réversibilité effectuées par le Titulaire sont facturées à l'AFD dans leur intégralité.

Dans ce cadre, le Prestataire s'engage à :

- restituer, dans un format intègre, exploitable et convenu, l'ensemble des données appartenant à l'Agence ainsi que les données à caractère personnel communiquées antérieurement par l'AFD ;
- détruire les éventuelles copies sur ces données et ne pas s'en servir pour un usage propre ou au bénéfice des tiers.

Le Prestataire s'engage à tout mettre en œuvre pour assurer l'accès aux données appartenant à l'AFD même en cas d'insolvabilité, résolution ou interruption des activités commerciales du Prestataire. Il ne procédera à aucune sous-externalisation de la Prestation ou transfert des données à un tiers sans l'accord écrit et préalable de l'AFD et s'abstiendra de toute mesure ayant pour effet d'entraver l'accès de l'AFD aux données qui lui appartiennent. En cas d'interruption volontaire de ses activités commerciales liées à la Prestation, le Prestataire s'engage à en avvertir l'AFD au moins 3 mois au préalable et à assurer la réversibilité de l'externalisation de la Prestation.

Article 11. RESILIATION DU CONTRAT

11.1. RESILIATION POUR CONVENANCE

L'AFD pourra, à tout moment, résilier le Contrat en notifiant sa décision à l'autre Partie au moins 30 (trente) jours à l'avance et par lettre recommandée avec AR, sans indemnité pour l'autre Partie.

Dans ce cas, elle remboursera au Prestataire les dépenses exposées par ce dernier jusqu'à la date de la résiliation et elle lui paiera, le cas échéant, le montant correspondant à la partie de la Prestation réalisée.

11.2. RESILIATION EN CAS DE MANQUEMENT NON IMPUTABLE AUX PARTIES

Dans l'hypothèse où, pour des raisons de sécurité, une/des missions(s) nécessaires et comprises dans la Prestation située(s) dans une zone potentiellement à risque devai(en)t être annulée(s), cette annulation compromettant l'exécution de la Prestation dans les termes du Contrat, chacune des Parties pourra résilier le Contrat en notifiant sa décision à l'autre Partie au moins 8 (huit) jours à l'avance et par lettre recommandée avec AR, sans indemnité pour l'autre Partie.

Dans ce cas, l'AFD remboursera au Prestataire les dépenses exposées par ce dernier jusqu'à la date de la résiliation et lui paiera, le cas échéant, le montant correspondant à la partie de la Prestation réalisée.

11.3. RESILIATION POUR MANQUEMENT

Le Contrat pourra être résilié de plein droit par l'une des Parties par lettre recommandée avec avis de réception, en cas de manquement de l'autre Partie à l'une quelconque de ses obligations au titre du Contrat, non réparé dans un délai de quinze (15) jours à compter de l'envoi d'une mise en demeure, par lettre recommandée avec avis de réception, de réparer ledit manquement. Toute résiliation pourra être prononcée sans préjudice de tous dommages-intérêts qui pourraient être réclamés en sus par la Partie victime du manquement.

La résiliation du Contrat par l'AFD se fera sans indemnisation et n'affectera pas la faculté pour l'AFD de se prévaloir des droits et obligations nés avant la date de résiliation.

11.4 RESILIATION POUR FORCE MAJEURE

Si un cas de force majeure, tel que défini par la jurisprudence des tribunaux français, empêche le Prestataire d'exécuter ses obligations et se poursuit au-delà de un (1) mois à compter de sa survenance, le Contrat pourra être résilié de plein droit par l'AFD, par simple notification adressée au Prestataire, sans indemnité pour le Prestataire ni préavis.

11.5 DANS TOUS LES CAS DE RESILIATION PREVUS A L'ARTICLE 9 DU CONTRAT

Tous les droits et obligations des parties cesseront de plein droit sauf les droits et obligations nés avant la date de résiliation, et notamment les droits relatifs à la propriété intellectuelle (i) et les obligations de confidentialité (ii) ;

Dans tous les cas le Prestataire devra, dès la réception de la notification de résiliation, remettre à l'AFD les travaux réalisés à la date de résiliation et tous les documents, équipements ou/et matériels qui auront été mis à sa disposition.

11.6 AUTRES CAS

L'AFD se réserve le droit de résilier le contrat avec le Prestataire lorsque ce dernier ne dispose plus des certifications et agréments obligatoires pour la réalisation de la Prestation.

L'AFD se réserve le droit de résilier le contrat avec le Prestataire lorsque le traitement, la gestion ou la sécurité des informations confidentielles et des données personnelles ou sensibles présentent des faiblesses telles que l'intégrité, la sécurité, la confidentialité ou le traitement loyal de ces informations et données semblent compromis.

L'AFD se réserve le droit de résilier le contrat, aux torts exclusifs du Prestataire en cas de fausse déclaration ou de révélation d'une condamnation pénale en cours de passation et d'exécution du Contrat pour des Actes de corruption à son encontre ou à l'encontre de ses dirigeants.

Article 12. REDEVANCES - TAXES – IMPOTS

Toute redevance, taxe, impôt et/ou autres droits ou retenues, de quelque nature que ce soit, qui seraient dus relativement à la conclusion, l'exécution ou la prorogation du Contrat sont à la charge exclusive du Prestataire.

Article 13. DIVERS

Le Prestataire ne pourra céder aucun de ses droits et/ou obligations au titre du Contrat sauf accord exprès et préalable de l'AFD.

Toutes notifications, rapports et autre communications relatifs au Contrat seront délivrés ou envoyés aux domiciles respectifs des Parties mentionnés en tête des présentes. Ils deviendront effectifs à la réception à cette adresse ou à toute nouvelle adresse dûment notifiée par écrit à l'autre partie.

Toute modification des termes et conditions du Contrat, y compris les modifications portées à la nature ou au volume de la Prestation ou au montant du Contrat, devra faire l'objet d'un accord écrit des Parties.

Les originaux du Contrat sont établis et signés en langue française. Si une traduction en est effectuée, seule la version française fera foi en cas de divergence d'interprétation des dispositions du Contrat ou en cas de litige entre les Parties.

Article 14. SURETE

Le Prestataire s'engage à respecter toutes les règles, lois et réglementations applicables en matière de sûreté et à prendre les mesures qui lui incombent pour assurer la sécurité de son personnel dont il est seul responsable.

L'AFD n'est pas responsable de la sûreté des personnes physiques ou du personnel des personnes morales auxquelles le Prestataire confierait ou déléguerait, de quelque manière que ce soit, tout ou partie de la réalisation de la/les Prestation(s).

Pendant toute la durée de la réalisation de la/les Prestation(s), et notamment préalablement à tout déplacement de son personnel, le Prestataire s'engage à s'informer auprès de(s) l'Ambassade(s) de France³ du/des pays concerné(s) sur les risques sécuritaires encourus et à faire bon usage des conseils délivrés par ses/leurs services. Il s'engage à faire en sorte que les personnes physiques ou morales intervenant pour son compte dans le cadre de la réalisation de la/les Prestation(s) respectent cette obligation.

Au moment de la notification du marché, si la/les zone(s) de mise en œuvre de la Prestation fait/font l'objet d'une classification en zone orange ou rouge par le Ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères, le Prestataire s'engage à transmettre sa documentation sûreté à un organisme externe spécialisé désigné et financé par l'AFD. Cette transmission s'effectuera dès la notification du marché et avant tout déplacement et intervention dans cette/ces zone(s).

³ Si le Prestataire est de nationalité française. Si tel n'est pas le cas, si applicable, remplacer « Ambassade de France » par « autorités consulaires ou locales compétentes au regard de leur nationalité ».



L'organisme externe spécialisé effectuera une revue de celle-ci et transmettra ses recommandations au seul Prestataire, lequel décidera des suites à y donner sous sa seule responsabilité.

L'organisme externe spécialisé adressera à l'AFD une attestation établie par ses soins certifiant de la revue de la documentation transmise. Aucun déplacement par le Prestataire ne pourra être réalisé avant la réception de cette attestation par l'AFD.

Lorsque la/les zone(s) de mise en œuvre de la Prestation devient/deviennent l'objet d'une classification en zone orange ou rouge par le Ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères au cours de l'exécution du marché, le Prestataire s'engage à suspendre ses activités dans la/les zone(s) concernée(s) et à transmettre sa documentation sûreté à un organisme externe spécialisé, désigné et financé par l'AFD, qui effectuera une revue de celle-ci et transmettra ses recommandations au seul Prestataire, lequel décidera des suites à y donner sous sa seule responsabilité.

L'organisme externe spécialisé adressera à l'AFD une attestation établie par ses soins certifiant de la revue de la documentation transmise. Une nouvelle intervention dans la/les zone(s) concernée(s) ne pourra être organisée avant la réception de cette attestation par l'AFD.

Le Prestataire est seul responsable de la décision d'annuler ou de maintenir les déplacements envisagés.

Article 15. SUSPENSION DU CONTRAT POUR MOTIF DE SURETE

En cas de risque d'atteinte grave et imminente à l'intégrité physique de son personnel et / ou de toute personne intervenant pour son compte, le Prestataire peut décider, sans notification préalable, de les démobiliser de la zone d'exécution du présent marché et/ou de la zone dangereuse, et pourra suspendre immédiatement tout ou partie de l'exécution du présent marché.

Le Prestataire en informera sans délai l'AFD.

Le Prestataire devra, dans un délai maximal de sept (7) jours à partir de sa décision, justifier par écrit à l'AFD que sa décision était conforme aux termes du premier alinéa ci-dessus. Il précisera les motifs ayant entraîné sa décision, les conséquences prévisibles pour le présent marché, les mesures proposées pour minimiser ces conséquences et les coûts entraînés par cette démobilisation et / ou suspension.

Le montant des frais remboursables, résultants directement de cette suspension, démobilisation et/ou remobilisation du personnel, déduction faite des montants versés par les assurances du prestataire, ainsi que les modalités de remboursement devront être arrêtés conjointement par les parties.

Le Prestataire devra continuer de s'acquitter de ses obligations en vertu du présent marché et prendre toutes les dispositions pour minimiser les conséquences de la démobilisation du personnel ou tout intervenant concerné et d'une éventuelle suspension des prestations. Les parties déterminent en tant que de besoin d'éventuelles adaptations du présent marché pour assurer la poursuite de l'exécution des prestations.

Dans l'hypothèse où le Prestataire est définitivement empêché d'exécuter le présent marché, l'AFD peut résilier le marché, de sa propre initiative ou à la demande du titulaire.

Article 16. LOI APPLICABLE - JURIDICTION

Le droit applicable au présent Contrat est le droit français. Tout litige relatif à la validité, l'interprétation, l'exécution, la résiliation ou de l'une quelconque des clauses du Contrat sera porté devant les tribunaux de Paris compétents, s'il n'a pu être résolu à l'amiable.



ADHESION DU PRESTATAIRE

Le Prestataire adhère à la Charte Relations fournisseurs présente ici :

<https://www.afd.fr/fr/marches-publics-de-lafd>

et s'engage à respecter les principes et engagements énoncés dans cette Charte, et ce pendant toute la durée du processus d'achat et de la relation contractuelle avec le groupe AFD.

Le fournisseur s'engage également à faire connaître et faire respecter les engagements de cette Charte par l'ensemble de ses collaborateurs, y compris temporaires et intérimaires, partenaires, fournisseurs, et sous-traitants.

Fait à Libreville, le
en deux (2) exemplaires originaux, dont un (1) pour l'AFD

POUR L'AFD

POUR LE PRESTATAIRE

Par :
Titre :

Par :
Titre :

<p><i>CAHIER DES CHARGES TECHNIQUE - TERMES DE REFERENCE</i></p>

**Agence Française de Développement,
5, rue Roland Barthes,
75598 Paris Cedex 12- RCS PARIS B 775 665 599-
téléphone: 00 33 (0)1 53 44 31 31**

**Termes de référence pour la réalisation de l'évaluation du
financement du programme d'investissements et de
renforcement des capacités des ressources humaines dans le
secteur de la santé (PASS2) au Gabon**

SOMMAIRE

1	PREAMBULE	23
2	DESCRIPTION DU PROJET A EVALUER.....	24
2.1	CONTEXTE	24
2.2	PROJET FINANCE PAR L'AFD (1/2 PAGE A 1 PAGE MAXIMUM).....	24
3	ATTENTES DE L'EVALUATION ET QUESTIONNEMENT EVALUATIF	25
3.1	ATTENTES VIS-A-VIS DE L'EVALUATION	25
3.2	LE QUESTIONNEMENT EVALUATIF	26
4	ETAPES ET LIVRABLES DE L'EVALUATION	28
4.1	CADRAGE DE L'EVALUATION	28
4.2	COLLECTE DES DONNEES	28
4.3	FORMULATION DES CONCLUSIONS, LEÇONS ET RECOMMANDATION ET PRODUCTION DU RAPPORT PROVISOIRE 29	
4.4	PHASE DE PRODUCTION DU RAPPORT DEFINITIF	30
5	ORGANISATION DE L'EVALUATION	30
5.1	COMPETENCES REQUISES POUR MENER L'EVALUATION.....	30
5.2	DUREE ET CALENDRIER DE L'EVALUATION.....	31
5.3	PILOTAGE ET SUIVI DE L'EVALUATION	31
6	ANNEXES AUX TERMES DE REFERENCE	31
6.1	ANNEXE 1– CADRE LOGIQUE DU PROJET.....	32
6.2	ANNEXE 2– AVIS DEVELOPPEMENT DURABLE.....	38
6.3	ANNEXE 3 – PLAN TYPE DU RAPPORT D'EVALUATION	39

1 PREAMBULE

Dans le cadre de son dispositif d'évaluations de projet, l'Agence française de développement évalue avec ses partenaires (soit à mi-parcours, soit à l'achèvement ou après achèvement – parfois au fil de l'eau) les projets et programmes qu'elle finance. Cette démarche répond au souci de l'AFD de promouvoir un dialogue sur les résultats avec ses partenaires, de tirer les leçons des interventions passées et d'assurer une information objective sur la bonne utilisation des fonds publics qu'elle est chargée de mettre en œuvre.

Ces évaluations sont pilotées et financées par l'AFD, généralement confiées à des consultants externes et associent le plus étroitement possible ses partenaires nationaux, maîtres d'ouvrage (MOA) des projets et programmes concernés.

Les évaluations ont pour principal objectif de formuler un jugement crédible et indépendant sur les questions clefs que soulèvent le bien-fondé, la mise en œuvre et les effets des projets. Elles sont pensées comme des exercices « sur-mesure » prenant en compte les spécificités des projets et les attentes particulières de leurs parties prenantes, afin de rendre ces exercices les plus utiles possibles dans une logique d'amélioration des pratiques et d'aide à la décision. Si les approches et méthodologies proposées par les consultants s'inscriront dans les standards qualité normatifs internationaux (principes et critères du CAD-OCDE, etc.), elles devront faire preuve de flexibilité pour prendre en compte ces spécificités (par exemple en incluant des critères d'évaluation transversaux tels que la prise en compte du climat, de la biodiversité, du genre, des contextes de crise, etc. dans les projets). Les évaluations suivent les principes énoncés dans la politique d'évaluation de l'AFD adoptée en 2023.

Dans ce cadre, l'AFD, en lien avec le Ministère de la Santé et des Affaires Sociales du Gabon, souhaite recruter une équipe de consultant pour réaliser l'évaluation du programme d'investissements et de renforcement des capacités des ressources humaines dans le secteur de la santé (PASS2).

2 DESCRIPTION DU PROJET A EVALUER

2.1 CONTEXTE

Le Gabon est un pays d'Afrique centrale riche en ressources naturelles. Le pays est bordé à l'est par le Cameroun, la Guinée équatoriale et la République du Congo, et à l'ouest par l'océan Atlantique. Peu densément peuplé (1,9 million d'habitants pour une superficie de 268 000 km² avec 85 % du territoire recouvert de forêts), le pays se caractérise par une forte concentration de la population gabonaise en ville. Cinquième producteur de pétrole d'Afrique, le Gabon a enregistré depuis les années 2000 une forte croissance économique qui en a fait un pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure par son niveau de Produit Intérieur Brut par habitant.

Les indicateurs sanitaires et sociaux (espérance de vie, taux de fécondité, accès aux services de base...) n'ont pas évolué à la mesure de la forte croissance des années 2000 à 2015 et l'espérance de vie, le taux de fécondité ou l'accès aux services de base demeurent caractéristiques de ceux d'un pays moins riche que le Gabon. En 2020, le Gabon se trouvait à la 119^{ème} place (sur 189) du classement des pays en fonction de leur indice de développement humain selon le Programme des Nations Unies pour le Développement.

En raison d'une population fortement urbaine (80%) et concentrée autour de 3 villes principales, le gouvernement gabonais a consacré une part importante de ses investissements dans ces zones afin d'y répondre prioritairement aux enjeux de santé publique. Le système de santé demeure « hospitalo-centré » et marqué par une offre réduite de soins et de prestations de santé dans plusieurs régions sanitaires, en particulier les plus éloignées des grands centres urbains. De nombreux dispensaires sont fermés et/ou ne répondent à aucune norme, notamment d'équipement. L'absence d'une réelle politique d'harmonisation nationale des prestations de service public limite considérablement l'accès aux soins pour la population vivant en milieu rural.

Dans le cadre du Plan Stratégique « Gabon Emergent », le gouvernement souhaite garantir un système de santé permettant de lever les obstacles institutionnels et géographiques à l'accessibilité des populations aux services de santé. L'amélioration de l'efficacité des pratiques de soins et le renforcement des capacités techniques et humaines sont également identifiés comme des priorités pour permettre une offre de soins de santé accessible à tous les citoyens. Le Président s'est particulièrement engagé à agir dans les secteurs sociaux à travers le Pacte Social.

2.2 PROJET FINANCE PAR L'AFD

L'AFD a consenti en décembre 2014 un prêt à la République Gabonaise à hauteur de 50 millions d'euros pour assurer le financement du programme d'investissements et de renforcement des capacités des ressources humaines dans le secteur de la santé (PASS2) en appui au Plan National de Développement Sanitaire (PNDS). Le PASS2 a pour finalité l'amélioration de l'accès à des soins de qualité pour l'ensemble des gabonais, notamment les plus vulnérables, à l'intérieur du pays, conformément au Plan Santé Gabon Emergent et vise à atteindre les deux objectifs spécifiques suivants :

- Mise à niveau de l'offre de soins par la réhabilitation, la construction de structures sanitaires et de logements pour le personnel, ainsi que par la fourniture d'équipements. Ces interventions sont

basées sur les objectifs de couverture fixés par la carte sanitaire et des besoins exprimés par les Plans Régionaux de Développement Sanitaires élaborés dans le cadre du PASS1 financé par l'AFD.

- Développement des ressources humaines de la santé par la formation et une amélioration de la gestion du personnel de la santé.

Suite à la restructuration du projet début 2021, le premier objectif vise désormais des réhabilitations et constructions de 8 centres médicaux et 4 centres hospitaliers régionaux (CHR) dans 4 régions sanitaires.

Au niveau de l'objectif 2, le projet consiste à renforcer les capacités de la Direction Centrale des Ressources Humaines du Ministère de la Santé et des Affaires sociales pour la mise en œuvre de la nouvelle Politique de Développement des RHS (équipements, outils, formations - une centaine d'agents concernés). Il a également permis de renforcer les formations initiales des médecins et des infirmiers, ainsi que la formation continue des personnels en poste (environ 3.000 agents concernés).

Dans le cadre de la restructuration de début 2021, une réaffectation partielle des fonds du projet a été conclue avec pour objectif principal de renforcer à court-terme les capacités sanitaires du Gabon en matière de lutte contre le COVID 19. Le montant de cette réaffectation s'élève à 5 M€. Les principaux axes d'intervention étaient la prise en charge de cas graves, la formation des personnels médicaux, la coordination et la communication/sensibilisation. Les capacités litières en services de réanimation ont été quadruplées (25 à 100 lits).

La convention de financement a été signée en mars 2016, la date limite de versement des fonds a été fixé par l'avenant n°3 à la convention au 31/12/2024 et la date d'achèvement technique au 30/06/2025.

La maîtrise d'ouvrage du projet est assurée par l'Etat à travers le Ministère de la Santé et des Affaires Sociales, via les services centraux, la Direction Centrale des Ressources Humaines et certaines directions techniques dans le cadre des actions de formation continue.

L'Unité de Gestion de Projet (créée dans le cadre du projet précédent financé par l'AFD), rattachée au Secrétariat Général, est en charge d'assurer et de coordonner l'exécution technique et financière du projet. Une Assistance technique a appuyé le projet sur le volet renforcement des RHS (composante 2) jusqu'à fin 2022.

3 ATTENTES DE L'EVALUATION ET QUESTIONNEMENT EVALUATIF

3.1 ATTENTES VIS-A-VIS DE L'EVALUATION

L'évaluation intervient à 18 mois de la fin du projet. Deux volets principaux du projet sont quasi achevés : 1/la réhabilitation des 8 centres médicaux dont l'ouverture après travaux de réhabilitation et installation des équipements est prévue en janvier 2024 et 2/ la deuxième composante du projet dédiée aux ressources

humaines en santé dont la grande majorité des activités est achevée à ce jour. Les activités COVID sont également achevées. Seules les activités liées à la réhabilitation et l'équipement des 4 CHR et quelques activités de la composante 2 lancées tardivement sont encore en cours.

La principale attente quant à cette évaluation, sans attendre la fin de toutes les activités, est d'alimenter la réflexion sur un éventuel PASS3 qui, selon les échanges préliminaires, pourrait s'inscrire dans la suite du projet actuel. La durée restante du projet étant encore de 18 mois, il est également attendu de l'équipe de consultant des propositions de recommandations pour redresser certains écueils du projet afin d'améliorer la durabilité des résultats et de mieux préparer et accompagner la fin du projet et le transfert des résultats aux équipes du Ministère. Par ailleurs, il est attendu que cette évaluation soit conduite en interaction étroite entre les différentes parties prenantes et qu'elle constitue un outil de dialogue entre le Ministère et l'AFD.

La mise en œuvre PASS2 fait en effet émerger un certain nombre d'interrogations sur : (i) la pertinence de la stratégie d'intervention choisie et sur son efficacité ; (ii) la pertinence et l'efficacité du mode opératoire ; (iii) la durabilité des infrastructures et des activités en appui au développement et la gestion des ressources humaines en santé.

3.2 LE QUESTIONNEMENT EVALUATIF

Afin de répondre aux attentes de l'évaluation, l'équipe d'évaluation devra analyser dans quelle mesure les résultats du projet ont été atteints. Plus spécifiquement, l'équipe cherchera à répondre également aux questions suivantes :

(i) La pertinence de la stratégie d'intervention choisie :

- La stratégie d'intervention élaborée en instruction, notamment à travers les études de faisabilité réalisées en 2014, et basée sur les travaux effectués dans le cadre du PASS1 était-elle pertinente pour atteindre les résultats du projet ?
- Cette stratégie était-elle cohérente avec le contexte, soit le PNDS et le fonctionnement du ministère ?
- Quelles étaient les hypothèses qui ont conduit à choisir cette stratégie ?
- Dans quelle mesure les activités réalisées notamment dans le cadre de la composante 1 étaient-elles pertinentes et cohérentes par rapport aux besoins de la population, notamment la plus vulnérable en termes d'accès aux soins ?
- Dans quelle mesure le changement de stratégie d'intervention intervenu en 2021 était-il pertinent ou non pour le projet ?
- Plus spécifiquement en ce qui concerne la composante 2, est-ce que la stratégie d'intervention retenue était pertinente pour développer et améliorer la gestion des ressources humaines en santé ?
- Plus globalement, quels sont les points forts et les faiblesses au niveau de l'instruction et de la conception du projet ?

(ii) L'efficacité du projet (degré d'atteinte des objectifs):

- Quels sont les résultats obtenus pour chaque objectif du projet ?
- Comment s'expliquent les écarts constatés entre les prévisions et les résultats obtenus ?
- Quels sont les défis rencontrés à chaque étape de mise en œuvre du projet et comment ont-ils été adressés et réglés ?
- Quels sont les facteurs explicatifs significatifs (internes et externes) ayant freiné ou encouragé la mise en œuvre des activités et les résultats ?

(iii) L'efficacité du projet (adéquation entre les ressources et les réalisations du projet)

- Dans quelle mesure le cadre organisationnel et les ressources (humaines, financières et matérielles) étaient adaptés à l'atteinte des résultats ?

(iv) La pertinence et efficacité du mode opératoire :

Par mode opératoire, il est question de (i) l'organisation humaine (COPIL, UGP, services du Ministère, AFD etc.) qui met en œuvre le projet (ii) les procédures qui accompagnent la gestion du projet.

- Le mode opératoire choisi en instruction était-il pertinent pour atteindre les résultats du projet ? Quelles étaient les hypothèses et les conditions qui ont prévalu dans ce choix ?
- Le mode opératoire était-il cohérent par rapport à l'organisation et au fonctionnement du ministère ?
- Dans quelle mesure et sur quoi ce mode opératoire a été facilitant ou au contraire freinant ?
- Dans quelle mesure ce mode opératoire a permis de renforcer (i) l'implication des équipes du Ministère dans le projet et dans le PNDS ; (ii) les capacités (en précisant lesquelles) des équipes ?

(v) La durabilité des infrastructures et équipements, ainsi que des activités en lien avec les ressources humaines en santé

- Que peut-on dire aujourd'hui de la durabilité des résultats atteints ? Dans quelle mesure ces résultats sont suffisamment solides pour durer au-delà de la fin du projet ? A quelles conditions ? Quels sont les risques ?
- Dans quelle mesure, est-ce que la stratégie d'intervention a permis de répondre aux enjeux de durabilité des infrastructures et des équipements, ainsi que des activités de développement et d'amélioration de la gestion des ressources humaines ?
- Dans quelle mesure le mode opératoire a contribué aux enjeux de durabilité des résultats ??
- Quelles adaptations de la stratégie d'intervention et/ou du mode opératoire auraient permis de mieux prendre en compte les enjeux de durabilité ?

Il est attendu de l'équipe de consultants des recommandations à deux niveaux : (i) d'ici la fin du projet pour assurer une meilleure durabilité des résultats atteints (ii) dans la perspective d'une éventuelle nouvelle instruction.

Ces questions évaluatives sont formulées ici à titre indicatif. Si cela s'avère utile les consultants pourront éventuellement proposer de les retravailler et de les affiner avec les différents acteurs du projet durant la phase de cadrage de l'évaluation.

Dans leur analyse des questions évaluatives, les consultants devront porter une attention particulière à la thématique transversale de l'impact environnemental et social du projet. Les consultants devront vérifier la prise en compte adéquate ou non de cette thématique dans les phases de conception et de mise en œuvre des activités de la composante 1. Il est également attendu des consultants une analyse des raisons pouvant expliquer d'éventuelles faiblesses dans ce domaine. Un focus sur la continuité des soins pendant les travaux de réhabilitation est requis. Il est attendu d'analyser la mise en place du plan de continuité des soins et ses limites, notamment dans sa mise en œuvre.

Le consultant devra impérativement fournir un jugement de valeur (ou appréciation raisonnée) sur chacune des questions d'évaluation.

4 ETAPES ET LIVRABLES DE L'ÉVALUATION

Le travail d'évaluation s'appuiera sur une démarche en trois étapes :

- structurer la démarche évaluative (cadrage) ;
- conduire l'analyse évaluative (collecte et production du rapport) ;
- présenter et mettre en discussion les conclusions des travaux évaluatifs et les recommandations.

4.1 CADRAGE DE L'ÉVALUATION

Au cours de cette phase préparatoire, le consultant doit :

- rassembler et consulter toutes les informations et tous les documents relatifs au projet évalué (instruction, exécution, suivi) et à la compréhension de son contexte ;
- identifier toutes les parties prenantes du projet ;
- conduire des entretiens avec les personnes impliquées ou ayant été impliquées dans la conception, la gestion et la supervision du projet.
- établir un récit analytique condensé du projet (3 pages maximum) qui devra notamment rappeler les objectifs du projet, en retracer l'historique et les événements clés et en restituer les enjeux. Ce récit est très important pour la mémoire institutionnelle de l'AFD, du MOA et de l'UGP ;
- analyser la logique d'intervention du projet en étudiant le cadre logique du projet. (cf. annexe 1) et reconstituer ses mises à jour lors de la restructuration du projet en 2021 ;
- produire un référentiel d'évaluation qui part de chacune des questions évaluatives pour (i) les décliner en critères de jugement ou hypothèses (éventuellement déclinés à leur tour en indicateurs ou signaux) lesquels explicitent les étapes du jugement permettant de répondre aux questions, puis (ii) préciser les sources d'information permettant de documenter ces critères, hypothèses ou indicateurs (documents, entretiens, focus groups, enquêtes...).

Ces différents éléments d'analyse devront être présentés dans une note de cadrage (**livrable 1**) de 10 à 15 pages (hors annexes) et qui fera l'objet d'un échange au sein du comité de suivi de l'évaluation (voir 5.3). Cette note de cadrage doit démontrer la compréhension par le consultant de toutes les dimensions du projet et de ses enjeux.

4.2 COLLECTE DES DONNÉES

Afin de répondre aux questions évaluatives, il sera attendu de l'évaluateur qu'il démontre sa capacité à mobiliser des sources diverses, à les trianguler entre elles et à porter un regard critique sur leur fiabilité : revue documentaire, entretiens semi-directifs, focus groups (groupes de discussion thématique), données existantes, enquêtes ad hoc, observations de terrain.

Il est également attendu un travail de recueil des perceptions des acteurs du secteur de la santé sur les évolutions significatives (positives ou négatives), les changements advenus (attendus ou inattendus) ainsi que les facteurs expliquant ceux-ci.

Deux missions sont à prévoir : (i) une mission de collecte de 15 jours⁴ comprenant un déplacement dans une ou dans deux provinces cibles du PASS2; (ii) une mission de 5 jours incluant la restitution du rapport provisoire, un atelier de co-construction des recommandations et des entretiens complémentaires si nécessaire.

⁴ A la fin de la mission, une réunion de debriefing devra être organisée avec l'agence de l'AFD, dans la mesure du possible la MOA, l'UGP, EVA et le REP du projet seront également associés.

Dans son offre de service, il est demandé aux consultants d'expliciter sa compréhension des enjeux de l'évaluation et du questionnement évaluatif qu'ils pourront faire évoluer si nécessaire.

Il est également attendu des propositions détaillées en ce qui concerne la méthodologie qu'ils se proposent de mettre en œuvre en tenant compte des éléments ci-dessus, et de faire éventuellement d'autres propositions méthodologiques argumentées.

Ceci doit se faire en fonction de sa compréhension de la problématique, des enjeux et des objectifs de l'étude, qu'il aura exposée par ailleurs.

Les consultant.e.s préciseront également, dans leurs offres, la répartition des tâches et le nombre de jours travaillés par chaque membre de l'équipe aux différentes étapes des missions, et les articulations entre eux (mécanismes de coordination de l'évaluation par le ou la consultant.e chef.fe de mission et mécanismes d'articulation entre les membres de l'équipe).

4.3 FORMULATION DES CONCLUSIONS, LEÇONS ET RECOMMANDATION ET PRODUCTION DU RAPPORT PROVISOIRE

A la suite de la phase de collecte et sur la base des constats découlant de l'analyse des informations et données recueillies sur le terrain, le consultant travaillera à la formulation des conclusions et des recommandations de l'évaluation.

Le consultant distinguera les conclusions spécifiques dont la validité est limitée au projet évalué et les conclusions de portée plus générales.

Il est recommandé d'organiser un échange dédié à la réflexion sur les recommandations entre les consultants et les parties prenantes du projet, dans une logique de co-construction afin de favoriser leur appropriation et leur utilité. Cet échange peut prendre la forme d'un atelier de co-construction des recommandations, auquel pourront être associés des représentants des bénéficiaires du projet lorsque cela est pertinent.

Le consultant identifiera et distinguera des leçons et des recommandations stratégiques et/ou opérationnelles. Les « leçons » sont des enseignements tirés de l'évaluation permettant d'en faire le bilan qui ne nécessitent pas forcément d'être suivies d'actions ; les « recommandations » constituent des décisions à prendre ou des mesures à appliquer pour faire évoluer des modes opératoires, des systèmes de gouvernance, des dispositifs, etc. Elles ne sont pas obligatoires. A la différence des « leçons », leur mise en œuvre pourra faire l'objet d'un suivi par l'AFD à la suite de l'évaluation.

Ces leçons et recommandations peuvent porter sur l'intervention elle-même, sur les prochains cycles de l'intervention, sur des interventions similaires dans d'autres contextes, sur les pratiques générales du cycle du projet à l'AFD (instruction, mise en œuvre, suivi, etc.) ou sur les modes de faire du maître d'ouvrage.

Une attention particulière doit être portée aux recommandations. Elles doivent être liées aux conclusions, regroupées et classées par ordre de priorité. Elles doivent également être opérationnelles et, par conséquent : en nombre limité, précises, adressées à un (ou plusieurs) acteurs à mentionner, assorties d'un horizon temporel (court, moyen ou long terme). Le consultant devra absolument éviter les longues listes de recommandations irréalistes.

Le rapport provisoire de l'évaluation (**livrable 2**) devra présenter l'ensemble de cette analyse et le lien logique entre les constats, conclusions et recommandations formulées sur le projet. Le rapport devra être composé d'un document principal ne devant pas excéder 15 pages qui sera publié sur le site Internet de l'AFD et d'un rapport d'annexe non publié (un modèle de plan du rapport est présenté en annexe 3).

En effet, la politique d'évaluation de l'AFD adoptée en 2023 stipule la publication de tous les rapports d'évaluation de projet dans un objectif de transparence.

Le rapport principal présentera les constats, conclusions et recommandations de l'évaluation, en mettant en avant les messages clés à retenir, les forces et réussites ainsi que les faiblesses et points d'amélioration des projets, ainsi que les leçons apprises et éventuelles pistes d'évolution pour l'avenir.

Le rapport d'annexe contiendra des éléments tels que la présentation du cadrage et de la méthodologie de l'évaluation, la description détaillée du projet et du contexte d'intervention ou la note historique, les résultats détaillés de la phase de collecte (données issues des enquêtes de terrains, verbatims d'entretiens, compte rendu de focus group...), les analyses sous-tendant les constats et conclusions.

Le rapport final provisoire fera l'objet d'une présentation en comité de suivi (5.3) pour recueillir les observations des différents acteurs du projet sur le document.

4.4 PHASE DE PRODUCTION DU RAPPORT DEFINITIF

A la suite de la présentation du rapport provisoire, les consultants approfondiront et ajusteront éventuellement la partie analyse et constat du rapport en fonction des retours du comité de suivi de l'évaluation (voir 5.3). Ils affineront également les conclusions et recommandations de l'évaluation.

Le rapport définitif (**livrable 3**) doit intégrer les observations du comité de suivi et les résultats de l'atelier de co-construction des recommandations le cas échéant. Il doit contenir les conclusions et recommandations définitives de l'évaluation. Si ces observations expriment des différences d'appréciation non partagées par les consultants, celles-ci peuvent être annexées au rapport définitif et commentées par les consultants.

Le rapport définitif peut faire l'objet d'une restitution « élargie » pour en diffuser les leçons apprises et les recommandations à des acteurs non directement impliqués dans le projet ou le pilotage de l'évaluation (restitution auprès de départements entiers au sein d'un ministère, restitution auprès de groupes de bénéficiaires, restitution auprès d'autres bailleurs, etc.).

5 ORGANISATION DE L'EVALUATION

5.1 COMPETENCES REQUISES POUR MENER L'EVALUATION

Les compétences requises pour réaliser cette évaluation sont celles d'une équipe d'experts couvrant les domaines suivants :

- Expérience professionnelle en matière d'évaluation de projet, programme ou politique publique (10 ans minimum) ;
- Excellentes compétences en collecte et analyse de données quantitatives et qualitatives ;
- Capacités à synthétiser, organiser et présenter les données recueillies ;
- Expérience en animation de dialogue multi-acteurs et de réflexions participatives. L'équipe devra être en capacité d'animer et accompagner un dialogue étroit entre le ministère et l'AFD autour de cette évaluation ;
- Expérience professionnelle en matière de coopération au développement en Afrique Centrale ;
- Connaissances et expertises techniques et sectorielles dans les domaines de santé (hôpital et ressources humaines en santé notamment) ;
- Compétences sur les questions de maîtrise des risques environnementaux et sociaux, dont la continuité des soins pendant la phase travaux.

L'équipe d'évaluateurs devra, dans la mesure du possible, être composé d'hommes et de femmes. Le consultant et ses experts mobilisés pour la prestation ne doivent pas avoir de liens avec la contrepartie qui soient susceptibles d'interférer dans le processus d'évaluation et de mettre en doute l'impartialité et l'objectivité de ses conclusions.

5.2 DUREE ET CALENDRIER DE L'EVALUATION

La prestation totale pour la réalisation de cette évaluation est estimée à 50 000 euros TTC.

A titre indicatif, et sous réserve de la signature du contrat, la date de démarrage serait le 15 avril. L'évaluation suivra le calendrier indicatif suivant :

- Remise de la note de cadrage : mai 2024
- Remise du rapport provisoire : Juillet 2024
- Remise du rapport final et résumé : Aout 2024

Ce calendrier sera affiné au lancement de la prestation.

5.3 PILOTAGE ET SUIVI DE L'EVALUATION

Le comité de suivi de l'évaluation sera assuré par l'agence AFD de Libreville avec l'appui de la division SAN, du département d'évaluation et d'apprentissage, du Ministère de la Santé et des Affaires sociales et de l'UGP PASS2.

Le processus d'évaluation sera ponctué par les réunions formelles suivantes pour lesquelles le comité de suivi se mobilisera :

- Une réunion de lancement de l'évaluation : au démarrage de l'évaluation pour échanger sur les enjeux de l'évaluation et les questions organisationnelles (besoin de documentation, dates potentielles de mission de terrain, etc.) ;
- Une Réunion de présentation de la note de cadrage : échange, ajustement et validation ;
- Un debriefing de mission ;
- Une restitution du rapport provisoire ;
- Un atelier de co-construction des recommandations ;
- Restitution de l'évaluation.

Des points informels pourront également être fait si nécessaire.

6 ANNEXES AUX TERMES DE REFERENCE

1. Cadre logique du projet évalué
2. Avis développement durable
3. Plan type du rapport d'évaluation



	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Source de vérification	Hypothèses
Objectif global	Soutenir la mise en œuvre du PNDS pour l'amélioration de l'accès à des soins de qualité dans les régions sanitaires présentant les indicateurs les moins avancés.			
Objectif spécifique 1	Renforcer l'offre de soins par la mise à niveau des infrastructures et des équipements des structures sanitaires périphériques. Volet 1 : Contribution à la mise aux normes des infrastructures sanitaires du niveau périphérique dans les 4 régions sanitaires cibles Volet 2 : Amélioration de l'équipement biomédical des structures de santé périphérique des 4 régions sanitaires cibles	Nombre de personnes desservies par les structures et services de santé concernés Nombre de structures réhabilitées/équipées dans le respect des normes adaptées du Ministère □□□□□□□□□□□□□□□□□□□□□□ □□□□□□□□□□□□□□□□□□□□□□ □□□□□□□□□□□□□□□□		
Résultats	Résultat Volet 1 : Les Hôpitaux départementaux, centres de santé, les dispensaires et les logements du personnel de santé sont réhabilités/construits dans les 4 régions cibles	Nombre d'hôpitaux départementaux, de centres de santé et de dispensaires réhabilités : 27	PV de réception provisoire	Les terrains pour les travaux d'infrastructure sont disponibles et sans litige. Le ministère de la santé garantie le respect des mesures sociales et environnementales.

	Résultat Volet 2 : Les structures de santé réhabilitées sont dotées en matériel biomédical	Nombre de structures de santé dotées en matériel biomédical : 27	Bons de livraison	Il y a une exonération des droits de taxes et douanes
--	--	--	-------------------	---

Objectif spécifique 2	<p>Améliorer la qualité des prestations de soins par un programme de développement et d'optimisation des ressources humaines en santé</p> <p>Volet 1 : Appui au renforcement de la planification et la gestion des RHS</p> <p>Volet 2. Contribution à l'amélioration de la production des ressources humaines en santé</p> <p>Volet 3: Renforcement des capacités du personnel de santé dans la prise en charge des soins obstétricaux et néonataux</p>			
Résultats Volet 1	1.1. Les capacités de la DCRH sont renforcées	La DCRH bénéficie d'une assistance technique de 36 hommes/mois	Rapport de la DCRH	Le ministère de la santé affecte des RH suffisantes à la DCRH et pourvoit à l'ensemble des postes vacants.
		2 véhicules sont acquis pour la DCRH et l'assistance technique	Bons de livraison	
		8 cadres de la DCRH sont formés à la gestion des RHS	Rapport de la DCRH / Rapport assistance technique	
	1.2. Le plan opérationnel de développement des RH est validé	1 plan opérationnel de développement des RHS et 1 plan de suivi et évaluation sont disponibles	Rapport atelier de validation	Les responsables de la DCRH s'impliquent

	1.3. Un référentiel de métiers et de compétences, un répertoire des métiers de la santé et des fiches de postes sont disponibles	1 répertoire de métiers de la santé	Rapports ateliers de validation	
		Les référentiels de compétences	Rapports ateliers de validation	Les personnes ressources et les corporations des métiers de la santé adhèrent au processus d'élaboration du référentiel des métiers et des compétences.
		Les fiches de postes sont élaborées	Rapports assistance technique	
	1.4. Les plans de carrière sont élaborés pour toutes les catégories des RHS	300 exemplaires du manuel de gestion des carrières sont produits	Bons de livraison	
		Les textes de gestion de carrière sont révisés.	Rapport DCRH	Les réformes apportées à la gestion des carrières sont validées par le Gouvernement et mis en œuvre
		80% des agents de santé disposent d'un plan de carrière	Rapport DCRH	
		20 personnes sont formées à la gestion des carrières	Rapport de formation	
	1.5. Un système efficace de répartition des RHS est mis en place	1 rapport d'évaluation est disponible sur le dispositif de répartition des RHS		Le ministère de la santé met en place les mesures proposées pour améliorer son dispositif de répartition et de mutation des RHS.
	1.6. L'information sur les RHS est améliorée	1 progiciel de gestion de ressources humaines est fonctionnel		
		20 personnes formées à la gestion des données sur les RHS		
		4 tableaux de bords généraux de la santé incluant les données sur les RHS sont publiées		L'ONS est fonctionnel
Résultats Volet 2	2.1. Les besoins en RHS sont maîtrisés	500 exemplaires du guide pratique d'évaluation des besoins en RHS sont disponibles	Bon de livraison	

		25 personnes sont formées à l'évaluation des besoins en RHS	Rapport de formation	
		3 plans annuels de recrutement disponibles	Rapport atelier de validation	Le Gouvernement améliore le rythme de recrutement du personnel de santé.
	2.2. Les curriculums et modules de formation initiale du personnel de santé sont révisés	Le système LMD est fonctionnel à la Faculté de médecine et des sciences de la santé	Rapport assistance technique	Toutes les parties prenantes œuvrent pour la réforme des études médicales
		1 rapport d'évaluation sur la formation des infirmiers assistants disponible	Rapport assistance technique	
	2.3. Une politique et un plan de formation continue des RHS sont élaborés	1 stratégie nationale de formation continue est disponible	Rapport assistance technique	La Direction de la formation de la DCRH s'implique
		3 plans annuels de formation continue sont élaborés	Rapport DCRH	
	Résultats Volet 3	3.1. La qualité des soins maternels et infantiles est renforcée	Rapports de formation	
			Bons de livraison	
			Rapport formation	Chaque Hôpital départemental dispose d'une ambulance fonctionnelle pour la référence/contre-référence
			Bons de livraison	
		3.2. La prise en charge du paludisme est consolidée	Rapport d'enquête	
			Rapports de formation	Les structures de santé sont régulièrement ravitaillées en tests de diagnostic et médicaments.
			Rapport PNLT	

	3.3. Les interventions de médecine préventive sont renforcées	1 plan de communication sur la prévention est élaboré		
		Des supports de communication sont conçus et diffusés	Rapport assistance technique	
		60 personnes sont formées à l'utilisation des supports de communication	Rapport de formation	
		Les messages de prévention sont diffusés	Rapports DRS	
	3.4. les structures de santé disposent des outils modernes de gestion des RH et de prise en charge des patients	300 exemplaires du guide opérationnel de gestion des centres de santé sont disponibles	Bons de livraison	Chaque structure de référence est obligatoirement dotée d'un projet d'établissement qui intègre la gestion prévisionnelle des métiers et des compétences dans le volet social
		500 exemplaires du guide de gestion prévisionnelle des métiers et compétences sont disponibles	Bons de livraison	
		40 personnels de santé formés à la gestion des structures de santé	Rapports de formation	
		40 cadres formés à la gestion prévisionnelle des métiers et compétences	Rapport de formation	
		2000 exemplaires du guide de délégation de tâches sont disponibles	Bons de livraison	
		200 personnels de santé formés à l'utilisation des schémas thérapeutiques standardisés	Rapports de formation	
	3.5. Des mesures visant à maintenir le personnel dans les provinces de l'intérieur du pays sont mises en place	1 rapport d'évaluation est élaboré pour recommander des mesures incitant l'installation en zone défavorisée	Rapport d'enquête	Le ministère de la santé met en œuvre les recommandations proposées pour encourager l'installation des RHS dans les régions
		Des logements pour le personnel de santé sont construits ou réhabilités (composante 1)	PV de réceptions provisoires	Les terrains pour les travaux d'infrastructure sont disponibles et sans litige. Le ministère de la santé garantit le respect des mesures sociales et environnementales.

		26 véhicules sont mis à la disposition des médecins chefs de département sanitaire	Bons de livraison	
		Les consultations sont organisées par des médecins spécialistes dans les hôpitaux départementaux des 4 régions cibles	Rapport de missions	
	3.6. Les capacités des régions et des départements sanitaires sont renforcées pour améliorer le suivi et évaluation des structures de santé périphériques	29 plans opérationnels départementaux sont élaborés 500 exemplaires du guide national de supervision sont disponible 33 structures de santé sont supervisées par le niveau central 87 structures de santé sont supervisées par le niveau intermédiaire 954 structures de santé sont supervisées par le niveau périphérique	Rapports DRS	Le Ministère de la santé valide le principe que les médecins-chefs des hôpitaux départementaux assurent les fonctions de chef du département sanitaire.
			Bons de livraison	
			Rapport de supervision	
			Rapport de supervision	
			Rapport de supervision	
	3.7. Une démarche qualité et sécurité des soins est mise en place	500 exemplaires du guide pour la démarche qualité sont disponibles	Bons de livraison	Les responsables des différentes structures de santé, à tous les niveaux de la pyramide sanitaire, adhèrent à la démarche qualité
		3 rapports d'évaluation de la qualité sont produits	Rapports de visite	

6.2 ANNEXE 2– AVIS DEVELOPPEMENT DURABLE

Pays : Gabon Numéro de projet : CGA 1208	Avis Indépendant Développement Durable avis définitif - CCR du 18/11/2014	Division : DDD / SAN
Libellé du projet : Programme d'investissements et de renforcement des capacités des ressources humaines dans le secteur de la santé		
Bénéficiaire du concours : République gabonaise	Montant du concours : 50 M€	

Finalité & Objectifs

Le présent projet d'appui au Plan National de Développement Sanitaire phase II, a pour finalité l'amélioration de l'accès à des soins de qualité pour l'ensemble des gabonais, notamment les plus vulnérables, à l'intérieur du pays, conformément au Plan Santé Gabon Emergent (offre de soins / qualité des prestations)

Avis Définitif Développement Durable :

Favorable

Commentaires :

Les contributions aux enjeux de développement durable de ce projet, focalisé sur la mise aux normes et l'amélioration de l'accès des populations de l'arrière-pays aux services sanitaires de proximité, portent principalement sur les dimensions relatives au pilier social. L'amélioration des conditions de vie dans les 4 régions ciblées (état de santé général) aura un impact notable en matière de *bien-être social*. Le rééquilibrage territorial dans l'accès aux soins de qualité contribuera notablement à réduire les *déséquilibres sociaux*. En termes d'*égalité hommes-femmes*, un focus spécifique sera mis sur la santé maternelle d'une part et d'autre part les besoins spécifiques des femmes seront pris en compte dans la réflexion RH.

Par ailleurs, des attendus modestes concernent le *développement économique* (amélioration de la productivité de la population active en raison d'un meilleur état de santé) et la *pérennité des effets du projet et le cadre de gouvernance* (démarche structurantes initiée au niveau des RHS ; mise en œuvre de la politique de maintenance et d'entretien).

6.3 ANNEXE 3 – PLAN TYPE DU RAPPORT D’EVALUATION

- Page de garde : cartouche de présentation du projet, un paragraphe présentant les objectifs du projet et un présentant les conclusions de l’évaluation (1 page)
- Justification, objectif et méthodologie de l’évaluation (0,5 page)
- Logique initiale et déroulement effectif du projet (2 pages)
- Résultats de l’évaluation (5 à 7 pages, organisées selon les questions évaluatives ou critères CAD)
- Leçons (optionnel 1,5 pages)
- Recommandations (optionnel, 1,5 pages)

ANNEXE 2- PROPOSITION COMMERCIALE RETENUE PAR LES PARTIES